

Ecrit par le 16 février 2026

La Région veut pousser les entreprises vers l'Afrique



A l'occasion du dernier 'Relance export tour' spécial Afrique qui vient de se tenir à Marseille, le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a rappelé son souhait de soutenir les entreprises qui souhaitent s'engager à l'international et particulièrement vers l'Afrique. Un marché où, malgré la proximité, le Vaucluse n'est pas particulièrement présent.

« Accompagner les entreprises à l'export, c'est un enjeu stratégique de croissance mais aussi de relance de notre économie régionale après la crise que nous venons de traverser, insiste [Renaud Muselier](#), président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avant de poursuivre : « Nous sommes fiers aujourd'hui, d'accueillir ce 'Relance export tour spécial Afrique'. Notre ambition est de faire de la Région Sud et de Marseille un hub vers l'Afrique et la Méditerranée et d'aider nos entreprises à s'y ancrer ; pour cela nous engageons toute une série d'actions, avec nos partenaires : missions, Volontariat international

Ecrit par le 16 février 2026

en entreprises (VIE), ou encore le parcours Sud Export. »

« Faire de la région un hub vers l'Afrique. »

Renaud Muselier, président de la Région Sud

Ce 'Relance export tour' Afrique s'inscrit dans la continuité du Nouveau Sommet Afrique-France de Montpellier (voir vidéo en fin d'article), qui s'est tenu en octobre dernier à Montpellier, et de l'action du Gouvernement en faveur d'un renforcement des relations entre entrepreneurs français et africains. Il vise à présenter aux entrepreneurs de France et de la diaspora les outils à leur disposition pour les aider dans le développement de leur entreprise grâce au Plan de Relance et pour les accompagner dans leur démarche export vers l'Afrique.

« Avec nos partenaires de la 'Team France export Sud', nous travaillons depuis maintenant 4 ans, ensemble, dans une relation de confiance et sur le terrain au plus près des entreprises, rappelle Renaud Muselier. Nous les accompagnons à travers un parcours sur mesure pour simplifier leur quotidien et les aider à se développer à l'international. Avec la Team France export Sud l'Etat, la Région et ses partenaires investissent ainsi 20M€ pour accompagner plus de 2 600 entreprises à l'international et notamment en Afrique. »

Pour cela, la Région s'appuie tout particulièrement sur la '[Team France Export Sud](#)' (TFE) ainsi que d'autres partenaires comme Business France, la Chambre de commerce et d'industrie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, BPI France et les conseillers du commerce extérieur.

Depuis 2018, les 14 conseillers référents de TFE ont ainsi suivi 5 000 entreprises de la région alors que 226 entreprises ont obtenu un financement régional pour se lancer à l'export pour 4M€. La structure régionale a aussi accompagné le financement de 250 missions VIE financées par la Région à hauteur de 3,7M€. Enfin, rien qu'en 2021, 964 entreprises régionales ont bénéficié d'un coaching pour tenter l'aventure de l'export.

Ecrit par le 16 février 2026



(Crédit : Jean-Charles Verchere)

Pourquoi l'Afrique ?

A ce jour, l'Afrique est la plus grande zone de libre-échange au monde avec une croissance continue de plus de 4%. En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce continent représente 22,6% des importations et 9,4 % des exportations régionales.

La région Sud et Marseille font parties des territoires qui accueillent le plus de consulats africains. Par ailleurs, à ce jour, plus de 54 projets africains ont vu le jour dont 10 en 2021. La région Sud c'est aussi une terre d'opportunité pour les entreprises du monde entier qui souhaitent développer les relations avec l'Afrique. Première destination des entreprises régionales pour l'ouverture de filiales à l'étranger, l'Afrique est aussi la deuxième destination pour leurs exportations, devant l'Asie. De plus en plus d'entreprises internationales choisissent ainsi de s'implanter à Marseille ou ailleurs sur le territoire, pour se connecter au marché européen et avoir un accès rapide aux places financières européennes, bénéficier d'un écosystème numérique local sur des filières d'excellences en lien avec les défis du développement de l'Afrique (santé, énergies vertes ou numérique) et enfin constituer en région Sud le point central de leur développement commercial en direction de tout le continent africain.

Le Vaucluse à la traîne

Ecrit par le 16 février 2026

Dans cette éventualité, le Vaucluse a encore fort à faire. En effet, aucun pays d'Afrique dans les 10 premiers clients du département. Côté fournisseur, seule la Tunisie figure dans le top 10 (en 10e position) avec 43,7M€ d'échanges en direction du Vaucluse, bien loin de l'Italie (353,8M€), premier fournisseur du département. La balance commerciale entre le Vaucluse et l'Afrique est d'ailleurs déficitaire (-49M€ en 2020). Un écart que pourront peut-être combler les entrepreneurs vauclusiens puisque, dès juin 2022, Team France Export Sud conduira une délégation d'entreprises, au Sénégal puis au Maroc.

Truffaut, des sapins de Noël pour la bonne cause



Du 26 novembre au 24 décembre, les magasins et le site Internet Truffaut s'engagent pour chaque sapin naturel acheté (supérieur ou égal à 25€) à reverser 1€ pour des actions de réhabilitation du massif des Maures dans le Varurement touché l'été dernier par un dramatique incendie ravageant 6 838 hectares.

Les sommes récoltées seront reversées au fonds de dotation ONF (Office national des forêts) - Agir pour

Ecrit par le 16 février 2026

la forêt dans le cadre du dispositif '[Respir](#)' créé à l'initiative de la [Région Sud](#) au bénéfice des forêts.

L'argent récolté

Il participera, dès 2022, à faire renaitre ce patrimoine national. Au programme : Coupe des bois brûlés pour mise en sécurité des secteurs fréquentés et amélioration paysagère ; Travaux venant favoriser le retour de la végétation naturelle via le recépage (coupe à ras) des arbres susceptibles de se régénérer par rejet des souches ; Réalisation de fascines végétales pour limiter l'érosion des sols et faciliter la régénération. Cette technique de génie écologique tire parti des bois brûlés qui, une fois abattus, sont réutilisés sur place pour la constitution de peignes en matériau naturel ; Actions en faveur de la biodiversité telles la création de milieux mosaïques et de caches favorables à la tortue d'Hermann, avec des zones de replis limitrophes à l'incendie... ; D'ici 1 à 2 ans selon constatation du niveau de régénération naturelle, replantations ponctuelles sur des secteurs d'enjeux particuliers (zone touristique, plantations adaptatives au changement climatique...) avec des conditions de sol favorables à leur réussite.

En savoir plus

Le fonds Respir consiste, sur la base d'une bourse de projets qualifiés reposant sur des critères d'éligibilité, à promouvoir la mobilisation de financements privés au profit de la forêt de Provence-Alpes-Côte-d'Azur en lien étroit avec les dispositifs publics existants.

MH

Alex Berger et la production en Vaucluse : « à nous d'écrire le scénario »

Ecrit par le 16 février 2026



Alex Berger, qui vient de donner naissance au 'Centre de la couleur de Roussillon' ([notre article à lire ici](#)), s'est confié à L'Echo du mardi sur la production audiovisuelle en Vaucluse.

Producteur-concepteur de renom, père de la série 'Le bureau des légendes' (série française la plus exportée dans le monde, doit-on le souligner), Alex Berger s'est notamment illustré à travers ses sociétés de production. Lors d'un entretien au sein de l'[écomusée Ôkhra](#) dont il est le nouveau président, le ponte du petit écran s'est livré sur la création audiovisuelle en Vaucluse. Notre département, qui offre un vaste décor pour le petit comme le grand écran, ne voit malheureusement pas beaucoup d'équipes de tournage fouler son sol à l'année. Pendant ce temps en Région Occitanie, les productions se multiplient : Demain nous appartient, Ici tout commence, Un si grand soleil...

Le Vaucluse et ses paysages ont pourtant inspiré les cinéastes depuis plus d'un siècle. Dès 1910 était tournée 'La passerelle tragique' à l'Isle-sur-la-Sorgue, en 1918, Louis Feuillade réalisait un film muet, 'Vendémiaire' sur le Rhône. En 1936, Sacha Guitry filmait 'Le roman d'un tricheur' à Cavaillon, en 1937, Michèle Morgan et Jean Gabin étaient à Sarrians pour 'Gueule d'Amour' de Jean Grémillon. Et courant 1965, avec Anna Karina et Jean-Paul Belmondo Jean-Luc Godard s'installait à Bonpas pour 'Pierrot le fou'...

Ecrit par le 16 février 2026

Au-delà du tournage épisodique, comment faire naître une économie locale pérenne et encourager la sédentarité des différents corps de métier en Vaucluse ?

Une histoire de cohérence

« Quel paradoxe de vouloir construire des studios fermés quand on a des décors extérieurs aussi incroyables. Mais pour produire localement des projets audiovisuels, il faut les outils et des infrastructures », explique Alex Berger. Ce dont le Vaucluse a besoin ? Une volonté politique solide « qui se décline sur le terrain, tant dans l'organisation et l'accueil des projets, que dans la formation et les avantages, notamment en matière d'aide ou de fiscalité. » Impulser cette nouvelle économie en Vaucluse représente selon le producteur la meilleure façon de préserver l'environnement et le patrimoine, tout en attirant des compétences et des investisseurs. On ne compte plus les retombées économiques de l'implantation des feuilletons qui représentent un véritable cercle vertueux pour un territoire. Une carte postale est en quelques sortes envoyée chaque soir aux Français via leur écran.

La production audiovisuelle apparaît alors comme « l'extension de la politique touristique. » Les productions ? « Ce sont finalement comme des touristes qui font voyager notre département, notre région partout. » Mais pour ce faire, le Vaucluse doit « être totalement en ligne avec la Région. » La région Occitanie est devenue la 2e région de tournage après l'Île-de-France. Alex Berger explique cette position par la politique régionale « déclinée sur tout le spectre des administrations et des acteurs locaux. » Les vauclusiens ont tout intérêt à comprendre les fondements d'une politique d'accueil attractive en vue d'implanter cette industrie.

« Il faut faciliter la prise de décision, apparaître comme le meilleur choix d'implantation pour les productions françaises, européennes et mondiales. Quelques années sont nécessaires pour coordonner chaque point d'entrée du territoire avec une offre complète et ainsi faciliter leur venue. Il faut une régularité pour faire éclore une économie, c'est à dire une production sédentarisée comme 'Plus belle la vie' à Marseille. »

Ecrit par le 16 février 2026



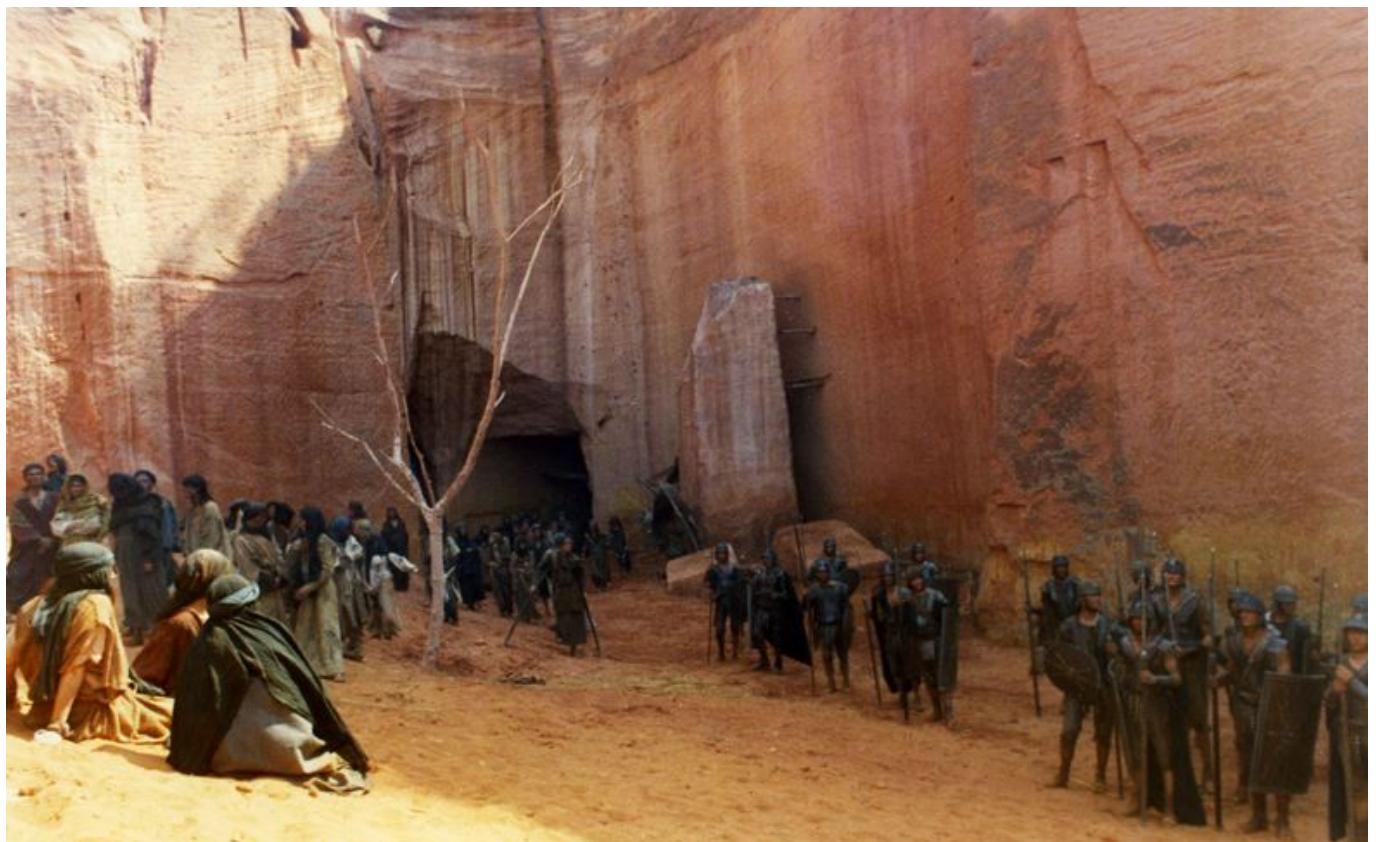
Ecrit par le 16 février 2026

Le producteur-concepteur Alex Berger ©Samuel Kirszenbaum

Une histoire d'attractivité

Le cadre est posé, découlent alors une ribambelle de réflexions à mener collectivement. « Comment attirer le producteur ? Comment organiser en un seul lieu l'obtention des permis ? Quelles sont les infrastructures et les services proposés : hôtellerie, restauration, catering, artisans pour la construction des décors, gestion de l'environnement, transports, locations de matériaux, plateaux de tournages, post production 'son-image-effets spéciaux'...? »

Et de rappeler la prouesse des actions entreprises ailleurs : « Ce qui est fait à Marseille, Montpellier, Roubaix ou Tourcoing est compliqué, il y a une vraie concertation de tous les politiques. Tourner un film ne se résume pas à donner un permis. Pour que la structure d'accueil voit le jour, il faut une cohérence absolue de tous les acteurs politiques. Mais aussi, former une équipe à cette politique et nouer les liens avec les acteurs nécessaires.»



'La belle histoire' (1992). Scène tournée dans les ocres de Roussillon

Ecrit par le 16 février 2026

Une histoire de formation

« Il est étonnant de constater que dans un département aussi riche en décors naturels, avec un festival de théâtre et du lyrique, on ne trouve pas la formation la plus pointue de France. Où sont les talents : auteurs, scénaristes, techniciens, comédiens ? Propose-t-on des formations pour les métiers de l'audiovisuel localement, en lien avec le rectorat ? Aujourd'hui, les jeunes se forment prioritairement à Paris car c'est la première ville/région de l'audiovisuel en France. Mais d'autres régions se montrent très actives depuis quelques temps, comme les Hauts-de-France avec le [Festival séries Mania](#) par exemple. »

L'attractivité est le maître-mot. « Il ne s'agit pas juste de faire comme les autres, il faut dessiner une stratégie cohérente, inclusive, et s'y tenir. Demain, la production se déroulera sans doute en Paca, au-delà de Marseille, ou potentiellement à Cannes. » La formation encourage par ailleurs la sédentarité avec des débouchés d'emploi et attire par la même occasion d'autres métiers de services.



Tournage ['Grand ciel'](#), juillet 2019 @Remi Deloche

Ecrit par le 16 février 2026

Une histoire de chef d'orchestre

« Je ne compte plus les personnes qui souhaitent ouvrir une école de scénaristes ou d'auteur-réaliseurs. Regardons ce que propose la SCAD à ses élèves US à Lacoste. » Niché au cœur du Luberon, le village de Lacoste accueille en effet depuis 2002 un campus universitaire américain très réputé, le [Savannah College of Art and Design \(SCAD\)](#), l'une des meilleures écoles d'art aux Etats-Unis. Durant toute l'année, des étudiants en photographie, publicité, architecture ou encore cinéma viennent s'imprégner de la culture française.

« Nous devons intégrer le savoir américain tout en l'adaptant à la réalité du modèle français. D'où l'intérêt de fabriquer des programmes d'enseignement commun et de les étendre via les campus physiques ou numériques. Les enseignants et les personnes issues du métier sont légion dans le Vaucluse ou les départements limitrophes. »



Le village d'Oppède-le-Vieux dans 'Gazon Maudit' avec Alain Chabat (1995)

« Nous devons faire comme nous l'avons fait pour la série 'Le Bureau des légendes' : montrer que nous avons une stratégie et les gens qualifiés pour l'exécuter. Nous pourrions décider d'aménager une production en Vaucluse, faire écrire des scénaristes locaux, faire jouer des comédiens, faire travailler des techniciens, monter une production locale récurrente. Ce serait un bon amorçage économique. »

Une industrie qui peut rapporter beaucoup au territoire de par son retour sur investissement et les impôts locaux. « Il faut une vision. En Vaucluse, on coche presque toutes les cases, mais il faut un chef d'orchestre, un producteur. On me l'a déjà demandé et j'ai dit oui. Maintenant, existe-t-il la volonté

Écrit par le 16 février 2026

politique d'installer cette économie-là localement ? À nous d'écrire le scénario... »

Région Sud : des maires aidés, mais méprisés



La Conférence des maires, organisée par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a débuté sur une annonce de Renaud Muselier, saluée par les 400 maires réunis au Palais du Pharo à Marseille : le doublement des aides aux communes de la région. Cette belle hirondelle attendra le lointain printemps du réveil de l'Etat sur une situation alarmante...

« Ces cinq dernières années, nous leur avions consacré 800M€ ; les six prochaines années, nous prévoyons 1,5 milliards de budget. On passe de 30% à 50% de taux de participation aux projets, premier

Ecrit par le 16 février 2026

point. Et à 70% pour les communes de moins de 1500 habitants avec un plafond revu à la hausse, de 12 500 à 15 000€. Ce que nous voulons, c'est toujours la même chose. Pas de bricolage individuel, mais une vision, une ambition, une autorité à respecter sans distinction d'étiquette, d'obéissance ou d'allégeance. Je souhaite que ce mandat soit un tournant ».

Comme pour mieux les convaincre, Renaud Muselier avait invité le président du Sénat. « Avec Gérard Larcher, nous sommes des décentralisateurs dans l'âme, et nous demandons souvent à l'Etat de nous confier des missions et des moyens pour les accomplir ». C'est là que le bât blesse.

« Tous pris pour des cons, des incapables ou des escrocs »

Une confusion permanente entre l'égalité et l'équité, comme si Aristote n'avait jamais existé. Un système sans discernement, comme abruti : la règle est toujours supérieure au bien commun dont elle n'est pourtant que l'instrument. Voilà ce qui résume la frustration des élus. Myopie, uniformité et impotence, tel serait le triptyque républicain de l'agonie des villages et des petites villes face à des métropoles que, partout en Europe, on veut voir briller en 'smart cities'. Ça ne marche pas : 44 des 59 maires du Grand Lyon ne veulent plus en faire partie, dixit Gérard Larcher.

La 'pacoule' n'est pas en reste. Mais elle, est bien corsetée : plan climat, eau et assainissement, urbanisme, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi), schéma de cohérence territoriale (Scot).

« Depuis 20 ans, on a tout fait disparaître, sauf le maire. Mais on décide plus de rien. Cette conférence des maires de la région est une occasion de renverser la table ». Et Jean-François Lovisolo, élu de la Tour d'Aigues, coprésident de l'Association des maires de Vaucluse (AMV 84) - avec Pierre Gonzalvez - ne s'en prive pas. « On est tous pris pour des cons, des incapables, ou des escrocs. Ça suffit ». Applaudissements nourris.

Le malheur est que les maires ont beau vitupérer, ils sont aux yeux du pouvoir et de l'administration aussi peu dangereux que le chat auquel les souris auraient passé la sonnette. Comment en est-on arrivé à cette situation ?

Tout change, tout le temps. Avoir un véritable interlocuteur dans des services préfectoraux dont les effectifs ont fondu, est mission impossible. Les maires tournent en rond. Ils sont bloqués, aux prises avec des procédures de plus en plus lourdes et complexes. L'efficacité de l'action publique est telle qu'il faut parfois « plus d'un mandat pour sortir un Plan local d'urbanisme, 10 ans pour un HLM, 15 ans pour une déchetterie », ou même « vingt ans pour que le maire de Monteux permette l'émergence et la réussite de Beaulieu avec 600 emplois » (source : rapport moral AMV 84, 2019).

Les institutions ne fonctionnent plus

« L'impuissance des maires est devenue égale à celle des citoyens », constate Olivier Mazerolle, venu en commentateur des débats. « Comment ces maires peuvent-ils expliquer l'inexplicable, justifier la quantité de chose non décidée et, par dessus le marché, en supporter les conséquences dans les urnes ? ». La loi 'Notre' a compliqué les choses et « personne n'a rectifié le tir. Un peu plus d'opacité à chaque fois, c'est

Ecrit par le 16 février 2026

tout bonus ! Il faudrait changer beaucoup de choses, sans doute. Mais que font donc les députés ? Premièrement, ils restent prisonniers des directives de parti. Et puis, ceux qui viennent d'être élus, l'ont été sur un nom - celui d'Emmanuel Macron - et non pas sur un projet politique. Ils restent fidèles à celui qui les font élire, tout comme l'armée de 'Playmobil' hors sol que la presse décrit parfois. Au lieu de parler des avantages respectifs des tickets de métro en papier ou dématérialisés, se pose la question fondamentale qui intéresse tout le monde, à savoir ce qu'on fait de notre pays ! Eh oui, il y en a un seul qui la pose, c'est Eric Zemmour », s'indigne le chroniqueur de LCI, né dans la bonne ville de Marseille. Le désintérêt des parlementaires face aux suppliques des maires, Jean-François Lovisolo en sait quelque chose. « Ça m'obsède. Voilà 15 ans que je cherche à faire modifier la loi sur la délivrance de permis de construire en zone agricole, permettant - tout le monde le sait - à de faux éleveurs de s'installer en zone agricole. Ce qui provoque un mitage insupportable des territoires. Seuls trois députés ont répondu à mes courriers depuis lors. Mais rien ne change parce que notre Parlement ne fonctionne pas. En revanche, c'est bien lui qui donne le pouvoir aux fonctionnaires à qui nous avons affaire », tacle l'élu.

Flagrants délires

Renaud Muselier conclut le chapitre : « même si l'intention paraissait louable, on a fait une énorme connerie en supprimant les doubles mandats qui permettaient d'avoir des députés connaissant parfaitement les enjeux municipaux. Le deuxième problème, c'est que l'Etat s'occupe de tout, mais pas de façon transversale. On a donc des silos et des gens qui ne se parlent jamais. »

Il y a aussi le problème de l'argent. « Tenir des projets est très difficile. Les changements de fiscalité et de dotations posent un problème de financement sur la durée », souligne Olivier Mazerolle.

Dans son allocation de clôture de la conférence, Gérard Larcher approuve. « On ne comprend plus rien au système de la dotation générale de fonctionnement. Ainsi, les maires attendent, comme l'oracle, le courrier de l'administration les informant de l'enveloppe financière dont ils pourront disposer, sans pouvoir en vérifier le calcul. En France, il n'y a pas plus de quatre personnes, hautement spécialisées sur le sujet, qui peuvent tenter de vous l'expliquer. Et parfois en vain. »

Inscrire dans la Constitution - cette vraie hotte du Père Noël - la clause de compétence générale pour les Communes et « une juste compensation des transferts de compétence ». Instaurer « un régime de confiance et de responsabilité ». Appliquer à la lettre un « principe de subsidiarité » - NDLR : laisser faire sur place ce qui peut l'être - organiser des compétences territoriales « à la carte », permettre de mutualiser les actions de proximité et, cerise sur le gâteau, « décomplexifier » : voilà ce que la loi sur la décentralisation, examinée au Sénat promet de clarifier, en bon français, s'il vous plaît.

Malaise dans la civilisation

Tout cela reste des mots, comme on dirait du vent, aux yeux des maires qui, en attendant « plus de souplesse et moins de contraintes », ont envie d'initiatives et de se dépatouiller.

« Si je devais résumer notre projet, c'est créer de la richesse ici-même, sur notre territoire, et attirer de la richesse de l'extérieur (...) le Vaucluse est un département qui a pris du retard au sein d'une région, la région Sud, qui est l'une des plus attractives et les plus dynamiques de toute l'Europe », rappelait Dominique Santoni au moment de son investiture, en juillet dernier. La présidente du Conseil départemental de Vaucluse a donc entrepris de mettre à la disposition des territoires et des élus une agence de d'ingénierie de projet pour faciliter - on n'ose pas dire hâter - leur réalisation et aider les communes à investir. « Le secteur privé et public ne vivent pas dans le même espace-temps, ce qui

Ecrit par le 16 février 2026

complique beaucoup de choses. Nous avons quand même réussi à rendre de la confiance aux citoyens parce que nous avons réussi à faire marcher les politiques publiques, on l'a bien vu dans la crise. Nous sommes d'abord élus pour ça et pas pour faire respecter des lois ». Un « boulot gratis » explique Georges Cristiani, maire de Mimet, « payé par la reconnaissance des citoyens et le silence des hauts dirigeants ». Pierre Gonzalvez, maire de l'Isle-sur-la Sorgue, président de Vaucluse Provence attractivité, renchérit en prenant de la hauteur : « il faudrait que nous fassions une psychothérapie avant de nous engager pour savoir ce qu'on cherche en nous embarquant dans des situations particulièrement difficiles comme celles que nous connaissons. Briller aux yeux des siens ? Nous aurions sans doute une approche bien plus conforme à l'intérêt général, une fois compris le pourquoi de notre engagement ». Sagesse, quand tu nous tiens. La motivation et sa nature font toujours le résultat.

Les dossiers prioritaires pour la Région

« Ce que nous demandons à l'Etat pour la région, nous allons le faire, à la Région, pour nos communes : on va travailler ensemble, en confiance, sur des dossiers prioritaires ». Voici la liste de Renaud Muselier :

- L'accès aux soins,
 - la sécurité,
 - l'aide au pouvoir d'achat,
 - la connexion au Très haut débit,
 - la plantation de trois millions d'arbres,
 - les ports propres,
 - la mobilité et les transports,
 - l'emploi,
 - l'accès aux fonds européens : je ne peux pas accepter que des collectivités comme le département des Alpes-Maritimes déposent leurs dossiers trop tard et nous fassent perdre des millions d'euros de fonds transfrontaliers,
 - le foncier économique.
-

La situation financière de la région confortée par la notation de Fitch ratings

Ecrit par le 16 février 2026



L'agence de notation financière américaine [Fitch ratings](#) vient de confirmer la notation financière de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette dernière a attribué la note de 'AA-' avec une perspective 'stable'

« Depuis maintenant 2 ans, le cabinet Fitch Ratings maintient la notation AA- attribuée à la Région Sud, se félicite Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette notation vient conforter la stratégie de gestion financière que nous appliquons depuis 2016 et récompense notre engagement à assainir les finances d'une collectivité qui était, à notre arrivée, l'une des plus endettées de France. »

« La région Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie de sources de recettes stables avec de solides perspectives de croissance à long terme, constate notamment Fitch Ratings. Les recettes de gestion sont principalement constituées de recettes fiscales prévisibles et dynamiques (80% de ses recettes de gestion en 2020) et de transferts de l'Etat (AA/Négative) avec un faible risque de contrepartie (18%). »

Contrôle strict des dépenses et relance du territoire

« Cette bonne gestion nous permet d'engager toutes nos forces dans la relance de notre territoire, poursuit pour sa part Renaud Muselier. En investissant dans des projets d'avenir, en renforçant nos engagements en matière de transition énergétique, en accompagnant les acteurs économiques et les

Ecrit par le 16 février 2026

secteurs qui créeront l'emploi de demain, cette solidité financière nous permet aujourd'hui, d'agir concrètement pour le bien-être des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur. »

« La région Provence-Alpes-Côte d'Azur exerce un contrôle strict sur ses dépenses, confirme l'agence de notation anglo-saxonne. Sur la période 2015-2020 les dépenses de gestion ont augmenté de 1,4% par an en moyenne malgré les effets de la pandémie en 2020, contre 1,7% pour les recettes de gestion. Les dépenses de la région sont principalement non-cycliques et peu susceptibles de croître en cas de ralentissement économique (investissements prévus de longue date, transports, lycées). En 2020, dans le contexte exceptionnel de la pandémie, la région a choisi d'accroître ses dépenses pour soutenir l'emploi local, le secteur privé et les opérateurs de transport. Cela a toutefois été partiellement compensé par la baisse d'autres dépenses. »

L.G.

Un moteur de recherche pour découvrir la région Paca en courant

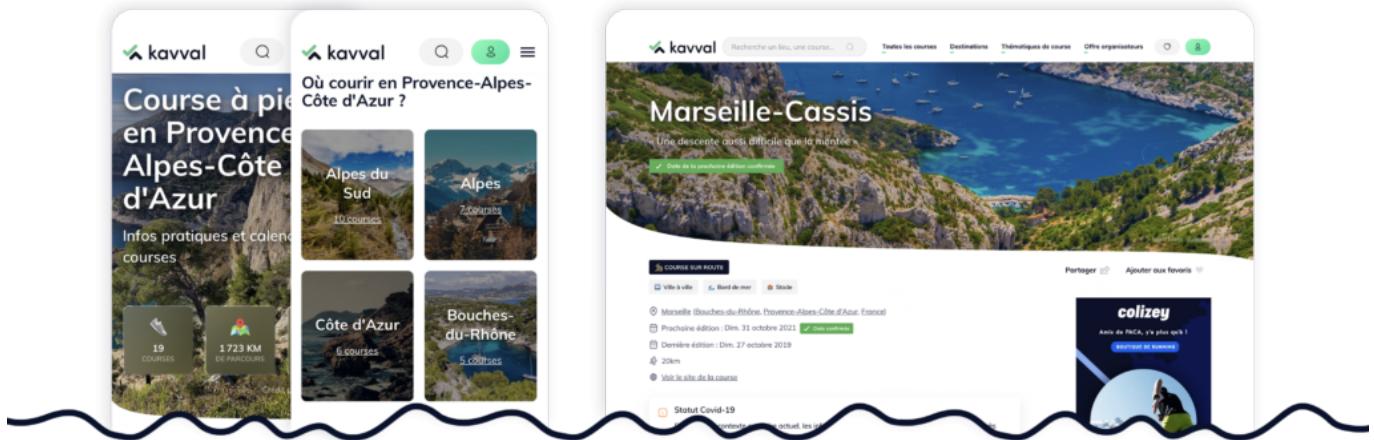


Kavval est le premier moteur de recherche web dédié au running qui permet à tous les pratiquants, quel que soit leur niveau, de trouver des courses (courses sur route, trails ou marches) qui leur correspondent. La région Paca ne demande qu'à livrer ses secrets...

Grâce à plus de 50 thématiques de recherche, les coureurs peuvent explorer un catalogue dense, qui va s'étoffer de mois en mois. Environnement (nature, ville, montagne...), points d'intérêt (châteaux,

Ecrit par le 16 février 2026

monuments d'exception...), ou encore format de course (relais, en autonomie...), il y en a pour tous les goûts. Avec plus de 1 700 km de course référencés au sein des 6 départements de la région Paca, Kavval propose de découvrir (ou redécouvrir) le territoire et le patrimoine à travers la course à pied, en mettant en avant tout ce qu'il est possible de faire et de voir avant, pendant et après sa course : culture, gastronomie, paysages...



Que ce soit par des courses mythiques comme la Marseille-Cassis, la Prom'classic ou encore le Marathon des Alpes-Maritimes Nice-Cannes, ou bien par des événements plus intimes comme les Dix Vins ou le Trail de Haute-Provence, Kavval propose de découvrir la région Provence-Alpes-Côte d'Azur d'une nouvelle manière par l'intermédiaire du sport.

Plus d'informations, [cliquez ici](#).

L.M.

La Région va financer des appareils de

Ecrit par le 16 février 2026

contrôle du Passe sanitaire



Sous réserve d'une approbation du texte de loi par le Conseil constitutionnel, la présentation d'un passe sanitaire à jour est sur le point de devenir la norme pour pouvoir accéder à la vie en société qui nous a tant manqué depuis 18 mois.

En conséquence, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca) va s'engager aux côtés de tous les professionnels des secteurs touchés par ces restrictions pour leur permettre de se préparer à ces bouleversements, à commencer par nos restaurants, cafés, lieux de culture, espaces de loisirs...

« Parmi les grands enjeux, la question de la vérification du passe sanitaire à l'entrée de ces espaces est extrêmement importante, explique la Région. Pour beaucoup, la mise à disposition de personnels spécifiquement dédiés à cette tâche est impossible, dans un contexte déjà très tendu en termes de main-d'oeuvre. »

Pour palier cette difficulté et éviter les fermetures, la Région offrira dès la rentrée un cofinancement pour toute acquisition d'appareils de vérification du passe sanitaire à l'entrée des établissements.

« Il en va du maintien de notre vie sociale, complète Renaud Muselier, président de la Région et président délégué des régions de France. La quatrième vague est là, le passe sanitaire est là : soit on choisit de tout refermer et de renoncer à la vie, soit on s'adapte et on oublie le stop and go ! Après avoir longuement échangé avec les professionnels de la restauration, de l'hôtellerie et du tourisme, représentés par l'UMIH (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie), nous avons considéré que le

Ecrit par le 16 février 2026

maintien de l'activité devait être la priorité. Ces appareils de vérification vont y contribuer, et les semaines à venir seront décisives. »

« Beaucoup de restaurateurs veulent déjà acquérir ces machines avant le 9 août, et l'aide de la Région est la bienvenue, se félicite pour sa part Bernard Marty, président de l'UMIH de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Nous voulons avant tout pouvoir garder nos établissements ouverts, et toute initiative qui pourra nous y aider est bonne à prendre. Certains de ces appareils sont également capables d'organiser la désinfection des mains, des objets, et la purification de l'air - on va s'organiser et tout faire pour rester ouverts ! »

600 postes à pourvoir en Région Sud lors des 'Vendredis du BTP'



Le 'Vendredi du BTP', vous connaissez ? La 10e édition dans la Région Sud se tiendra le 30

Ecrit par le 16 février 2026

juillet 2021. Manpower poursuit sa vaste campagne de recrutement dans 16 agences du Sud de la France, dont celle d'Avignon. 600 postes à pourvoir.

Les équipes Manpower rencontreront des candidats afin de répondre aux enjeux des entreprises locales qui peinent à recruter dans le secteur du BTP (Bâtiment et travaux publics). Différents postes en CDI, CDI Intérimaire, CDD, Interim et alternance sont à pourvoir : maçons, finisseurs, coffreurs, couvreurs, charpentiers, électriciens, menuisiers, plaquistes, plombiers, conducteur d'engin et manœuvre.

Lors de cette journée, les candidats pourront échanger avec les 'Agents de talents' Manpower, découvrir les différentes opportunités d'emploi dans les métiers du

BTP de leur région, et seront invités à faire du parrainage et de la cooptation. « Le secteur du BTP reprend des couleurs malgré la crise sanitaire. Les profils en Travaux publics sont légèrement moins recherchés, et un fléchissement est apparu à l'automne en raison de cette année atypique qui a empêché le déploiement d'appels d'offre. Mais la dynamique de reprise est bien là, de grands projets sont à venir, et le constat de pénurie de compétences dans le secteur de la construction reste très présent », indique [Nicolas Paillier](#), Directeur de la Région Sud de Manpower. Plus d'informations, [cliquez ici](#).

L.M.

La région, sans masque

Ecrit par le 16 février 2026



Hier, le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a désigné son président. Sans surprise, c'est Renaud Muselier qui a été reconduit dans ses fonctions à la tête de la Région Sud.

En dépit de l'heure encore matinale, les dames - élues ou fonctionnaires - à l'aise dans une vêture soignée semblaient s'être préparées pour une agréable 'Garden party' estivale. La cérémonie d'investiture de Renaud Muselier s'avancait avec un beau brin d'élégance 'républicaine' et de nouveauté au moment de célébrer le verdict des urnes en assemblée plénière du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

« 90% des 18-25 ans ne se sont pas allés voter »

Car « la démocratie a parlé », comme le reconnaissait Thierry Mariani lors de son intervention face à la tribune. « Elle le fait désormais à voix basse et, cette fois-ci, elle a murmuré » a commenté le chef de file du Rassemblement national entouré de 38 élus. « C'est un record d'abstention pour des élections régionales » confirme Renaud Muselier, « 90% des 18-25 ans ne se sont pas allés voter ».

Les deux seuls groupes qui s'affronteront au cours de ce mandat de près de 7 ans sont d'accord : la toile de fond de l'action politique s'amorce maintenant sur le sujet de la considération et de l'intérêt des citoyens pour une institution qui a toujours autant de mal à faire partie du paysage, 40 ans après les premières lois de décentralisation. C'est un tournant.

Ecrit par le 16 février 2026

Refondation démocratique

Pas question pour autant de s'entendre. Une heure après avoir revêtu l'écharpe, son président a cependant vu les premiers parlementaires régionaux quitter l'hémicycle et lui tourner le dos.

Le feu aux poudres a été déclenché par les remerciements que Renaud Muselier adressés à Jean-Laurent Felizia (liste EELV, 17% des suffrages du premier tour) « pour son sens des responsabilités, sa confiance, en sacrifiant sa liste pour éviter le pire. »

En partant du constat de cette crise touchant à la fois la participation et la représentation, « nous allons retrouver le sens étymologique de la politique, ce qui concerne les citoyens, la vie de la cité », promet le nouveau président. En assurant « la voix des forces politiques qui se sont retirées de cette élection, en s'appuyant sur un comité représentatif et - ou bien - un organisme dédié ».

Pour cette refondation démocratique, Thierry Mariani plaide en revanche pour « plus de démocratie locale et directe avec l'organisation de référendums ». Il met en garde sur le péril institutionnel d'accorder à l'opposition élue « moins de droits et d'espace qu'à ceux qui ont choisi de priver leurs propres électeurs de représentation au sein de l'assemblée (...) et d'apporter des 'démonstrations de sectarisme' à l'égard du rassemblement national affichant une opposition constructive.

Augmentation du budget de la culture de 10%

Avec un peu plus d'élus (84 contre 81), une majorité un peu élargie (10 étiquettes politiques contre 8) et 60% de « nouveaux », le président du Conseil régional a annoncé la création, sur le modèle des numéros directs ou d'urgence, d'un centre d'appel 'Allo région'. Le site en ligne devra fournir « en trois clics » toutes les informations recherchées. « Déontologue » et « Médiateur » complètent la panoplie de cette institution qui cherche sa proximité dans une modernité revendiquée. Le budget de la culture augmente de 10%, sans doute pour plaire aux jeunes et aux vieux. Les structures politiques et administratives seront prêtes au plus tôt pour être opérationnelles fin juillet : exécutif, commissions, marchés publics. « Courant août, nous lanceront les Etats généraux de la relance », annonce Renaud Muselier. Le blason sera - espère-t-on - redoré auprès d'un électeur-consommateur auquel une promesse pragmatique est faite.

Premières mesures et objectifs économiques

Il faudrait en effet aboutir, au cours des 6 prochaines années, à une région « sans masque, apaisée et prospère ». Sans charges supplémentaires, il faudra aller décrocher 10 milliards de fonds européens et mobiliser les 5 milliards de crédit d'Etat sur les Contrats d'avenir en allant le plus vite possible. D'un côté, « le robinet va finir par se tarir, ce qui nous oblige à prendre toutes les opportunités ». De l'autre, « on devra éviter le confinement par tous les moyens, si par malheur une quatrième vague de coronavirus devait arriver ».

Dans ce cortège d'urgences, le conseil régional a annoncé ses premières mesures budgétaires :

- 10M€ pour les polices municipales dès que sera signée la convention avec le ministère de l'Intérieur permettant ce type d'abondement
- 100M€ pour le projet 'zéro rideau fermé'

Ecrit par le 16 février 2026

- 1 milliard pour rénover et construire des lycées.

A plus long terme, le plan climat est réaffirmé autour de deux objectifs principaux : être la première région 'neutre en carbone' et autonome pour la gestion des déchets en 2030.



L'ensemble des conseillers régionaux (crédit : Claude Almodovar).

La liste du nouvel exécutif régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Renaud MUSELIER, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

1. Christian ESTROSI, Maire de Nice, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur

Président délégué aux Grands événements, aux Relations Internationales et à la Francophonie

2. Chantal EYMOUD, Maire d'Embrun, Présidente de la Communauté de Communes Serre-Ponçon Deuxième Vice-Présidente, en charge du Plan Montagne et des Affaires européennes

3. François DE CANSON, Maire de La-Londe-Les-Maures, Président de la Communauté de Communes Méditerranée Porte des Maures

Ecrit par le 16 février 2026

Troisième Vice-Président, en charge du développement économique, de l'attractivité, du tourisme et de la prévention des risques majeurs

4. Sophie JOISSAINS, Adjointe au Maire d'Aix-en-Provence, Vice-Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence

Quatrième Vice-Présidente, en charge de la Culture

5. David GEHANT, Maire de Forcalquier, Président de la Communauté de Communes Pays de Forcalquier - Montagne de Lure

Cinquième Vice-Président, en charge de l'aménagement du territoire, de l'aide aux communes et aux intercommunalités

6. Bénédicte MARTIN

Sixième Vice-Présidente, en charge de l'Agriculture, de la viticulture, de la ruralité et du terroir

7. Jean-Pierre COLIN, Premier Adjoint au Maire de la Seyne sur Mer, Vice-Président de Toulon Provence Méditerranée

Septième Vice-Président, en charge des Finances et des partenariats de coopération

8. Véronique BORRE

Huitième Vice-Présidente, en charge de la Sécurité, de la défense, du soutien aux forces de l'ordre et de l'innovation pour une région apaisée

9. Nicolas ISNARD, Maire de Salon-de-Provence, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence, Président du Conseil de territoire du Pays Salonnais

Neuvième Vice-Président en charge de la Formation professionnelle et de la politique de l'emploi

10. Marie-Florence BULTEAU-RAMBAUD

Dixième Vice-Présidente en charge de l'Education, des Lycées, de l'orientation et de l'apprentissage

11. Serge AMAR, Adjoint au Maire d'Antibes

Onzième Vice-Président en charge de l'Artisanat, du Commerce et des TPE-PME

12. Virginie PIN, Adjointe au Maire de Toulon

Douzième Vice-Présidente en charge de l'Art de vivre en Provence-Alpes-Côte d'Azur, du patrimoine et des traditions

13. Jean-Pierre SERRUS, Maire de La Roque d'Anthéron

Treizième Vice-Président en charge des transports et de la mobilité durable

14. Jacqueline BOUYAC, 1ère adjointe au Maire de Carpentras, Présidente de la Communauté d'agglomération du Comtat Venaissin

Quatorzième Vice-Présidente en charge du renouveau démocratique, de la participation citoyenne et du renforcement des services publics

Ecrit par le 16 février 2026

15. Ludovic PERNEY, Conseiller d'arrondissement de Marseille
 Quinzième Vice-Président en charge de la Jeunesse, des Sports et de la vie étudiante

CONSEILLERS SPECIAUX

Georges LEONETTI, Conseiller régional spécial en charge de la santé, de la lutte contre la pandémie, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Sabrina ROUBACHE, Conseillère régionale spéciale en charge des grandes causes régionales : lutte contre les violences faites aux femmes et lutte contre le harcèlement scolaire

COMMISSION D'ETUDE ET DE TRAVAIL

Commission Tourisme : Présidente : Sophie VAGINAY

Commission Transports et Ports : Jean-François PERILHOU

Commission Politique de la formation et de l'emploi : Mohamed MAHALI

Commission Lycées et Orientation : Claude ALEMAGNA

Commission Santé, Handicap, Enseignement supérieur, recherche : Josy CHAMBON

Commission Sécurité - Défense : Aurore BRUNA

Commission Entreprises - Artisanat et commerce - Economie sociale et solidaire, économie circulaire : Isabelle SAVON

Commission Biodiversité, mer et littoral, Parcs Naturels Régionaux, Risques - Préparation du Congrès mondial de la nature : Christophe MADROLLE

Commission développement économique et digital, Industrie, export et attractivité : Bernard KLEYNHOFF

Commission Finances, administration générale et ressources humaines : Alexandre DORIOL

Commission Transition énergétique, stratégie des déchets, Qualité de l'air : Anne CLAUDIUS-PETIT

Commission Sport, Préparation des JO 2024 : Hervé LIBERMAN

Commission Jeunesse, vie étudiante et lien intergénérationnel : Bruno GENZANA

Commission Formations Sanitaires et Sociales : Bertrand MAS-FRAISSINET

Commission Patrimoine, traditions et langues régionales : Jean-Pierre RICHARD

Commission Transition numérique des entreprises et des territoires, Aménagement, Economie numérique : Françoise BRUNETEAUX

Commission Territoires de coopération - Méditerranée du Futur : Marion BAREILLE

Commission Lutte contre les inégalités, Solidarités, Défense des droits des femmes : Jennifer SALLES-BARBOSA

Commission Rayonnement Culturel : Richard GALY

Commission Europe, préparation de la présidence française de l'Union européenne : Magali ALTOUMANIAN

Commission Agriculture, Ruralité, Elevage et Forêt : Jean-Paul DAVID

Commission Massif Alpin : Colette FABRON